

Actualité de l'Agence France Trésor page 1	Actualité économique page 2	Données générales sur la dette page 3	Marché secondaire page 5	Dette négociable de l'État page 6	Économie française et comparaisons internationales page 8
--	---------------------------------------	---	------------------------------------	---	---

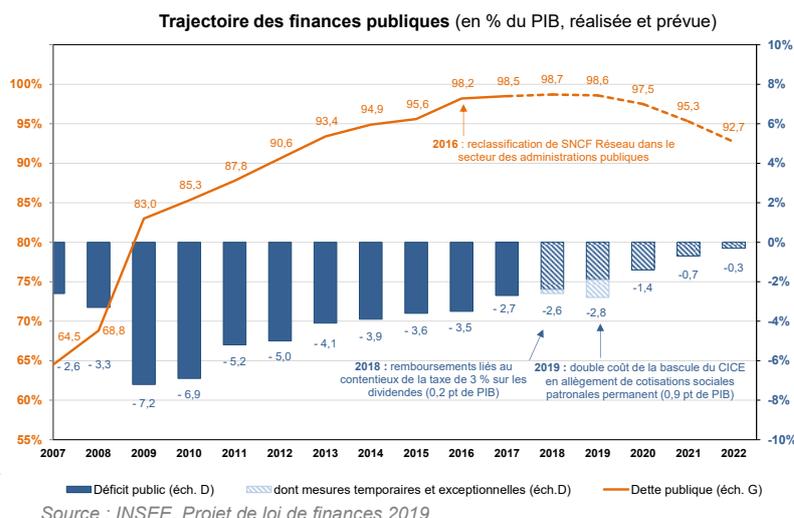
L'Agence France Trésor a pour mission de gérer la dette et la trésorerie de l'État au mieux des intérêts du contribuable et dans les meilleures conditions de sécurité.

Actualité de l'Agence France Trésor

Le projet de loi de finances (PLF) 2019 s'inscrit dans la continuité des engagements européens de la France

Le PLF 2019, déposé à l'Assemblée Nationale le 24 septembre, poursuit la consolidation budgétaire.

Le déficit public atteindrait ainsi 2,6 % du PIB en 2018 et 2,8 % du PIB en 2019, compte tenu de deux effets temporaires qui viennent grever les estimations de déficit pour ces années. En effet, les remboursements liés au contentieux de la taxe de 3 % sur les dividendes impacteraient le déficit de 0,2 point de PIB en 2018 et le double coût lié à la bascule du CICE en allègement de cotisations sociales patronales permanent pèserait à hauteur de 0,9 point de PIB en 2019. Hors ces effets temporaires, le déficit « sous-jacent » s'établirait à 2,4 % du PIB en 2018 et 1,9 % du PIB en 2019, dans la continuité des efforts de réduction des déficits réalisés depuis 2010 (cf. graphique).



Les ajustements structurels restent globalement inchangés par rapport à ceux présentés dans la loi de programmation des finances publiques 2018-2022 et traduisent l'équilibre recherché entre soutien à la reprise économique et assainissement des finances publiques. Le projet de loi de finances pour l'année 2019 s'inscrit dans la stratégie pluriannuelle du Gouvernement, avec pour objectif à l'horizon 2022 de : (i) diminuer les dépenses publiques de trois points de PIB, (ii) abaisser le taux de prélèvements obligatoire d'un point de PIB¹, (iii) réduire le ratio de dette de cinq points de PIB. Ces ajustements seront évalués par la Commission européenne cet automne au regard notamment des réformes structurelles ambitieuses engagées par la France (marché du travail, réforme ferroviaire, loi Pacte) qui sont en ligne avec les recommandations partagées par la Commission européenne, le FMI et l'OCDE.

La chronique de finances publiques présentée dans le projet de loi de finances 2019 repose enfin sur un scénario de croissance réaliste, en ligne avec le consensus des prévisionnistes. Ce scénario intègre le tassement ponctuel de l'activité au premier semestre 2018, en raison notamment de l'effet de facteurs temporaires sur le profil de consommation privée, tels que les grèves dans le secteur des transports. L'activité resterait robuste en 2019 à +1,7 % et s'appuierait notamment sur une consommation des ménages allante, soutenue par le dynamisme du pouvoir d'achat, et un investissement des entreprises porté par une situation financière favorable.

¹Le 6 septembre 2018, l'INSEE a fait part de sa décision de « reclasser SNCF Réseau en administration publique à compter de l'année 2016. Ce reclassement a mécaniquement un impact sur le déficit et la dette notifiés pour les années 2016 et 2017. Le reclassement de SNCF Réseau en administration publique majore le déficit notifié de 3,2 Md€ en 2016 et de 2,2 Md€ en 2017. La dette notifiée est majorée de 37,0 Md€ fin 2016 et de 39,5 Md€ fin 2017 : ces montants sont inférieurs à la dette brute de SNCF Réseau dans la mesure où une fraction de la dette de l'entreprise (d'environ 10 Md€) était déjà inscrite au passif de l'État en comptabilité nationale ». Pour plus de détails, veuillez vous référer au site de l'INSEE.

Le Gouvernement maintient le cap de sa stratégie de politique économique



La première année du quinquennat a été consacrée à l'adoption et à la mise en œuvre de réformes transversales et structurantes en faveur du travail et de l'investissement, au premier rang desquelles celles du code du travail (ordonnances) et de la fiscalité (suppression de l'impôt sur la fortune, prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 30 % sur l'ensemble des revenus de l'épargne).

En 2019, le Gouvernement continuera la politique de réforme du système fiscal.

Le taux général de l'IS baissera à 31 % pour l'ensemble des entreprises et une vingtaine de taxes à faible rendement sera supprimée pour simplifier le système fiscal. Le 1^{er} janvier 2019, le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) sera transformé en un allègement pérenne de cotisations sociales employeurs. À compter du 1^{er} octobre 2019, les allègements généraux de cotisations seront renforcés sur les bas salaires (environ 4 points au niveau du SMIC et dégressif jusqu'à 1,6 SMIC), aboutissant ainsi à l'exonération totale de cotisations employeurs au niveau du SMIC.

En 2019, l'accent continuera particulièrement d'être mis sur l'attractivité du travail et l'accompagnement vers l'emploi.

Des mesures fortes sont destinées à rendre le travail plus rémunérateur : la baisse des cotisations salariales s'est accentuée en octobre 2018 et jouera donc à plein en 2019 ; la prime d'activité bénéficiera de revalorisations exceptionnelles, en octobre 2018 puis en octobre 2019 ; le forfait social¹ est supprimé pour soutenir l'intéressement et la participation dans les petites et moyennes entreprises ; en septembre 2019 seront supprimées les cotisations salariales sur les heures supplémentaires. Un effort sera consenti en faveur d'une transition vers des emplois de qualité. Le Plan d'Investissement dans les Compétences à destination des demandeurs d'emploi les moins qualifiés sera déployé avec un investissement de 2,5 Md € dès 2019, année où entreront en vigueur les réformes de la formation professionnelle et de l'apprentissage.

Les réformes du modèle social français sont enclenchées, des réformes importantes ayant déjà été votées à cet effet : la **sécurisation des parcours professionnels** (formation professionnelle, apprentissage, ouverture des droits à l'assurance chômage pour les démissionnaires et les indépendants), **l'éducation et l'orientation étudiante** (notamment le dédoublement des classes de CP et CE1 dans les zones REP et REP+², la réorganisation du cursus universitaire). D'autres sont à venir, notamment s'agissant de la lutte contre la **pauvreté**, la **santé**, **l'assurance chômage** et les **retraites**.

La transformation de l'administration se poursuivra, en se fondant sur les travaux du processus Action Publique 2022. Toutes les politiques publiques feront l'objet d'un plan de réforme, en vue de simultanément accroître la qualité du service public et réduire son coût (revue des réseaux de recouvrement de l'administration fiscale et douanière ainsi que de l'audiovisuel public, gestion des ressources humaines de l'Etat, transformation numérique, etc.).

Pour accéder aux à l'intégralité du rapport économique social et financier, veuillez-vous rendre sur le site web des publications de la Direction Générale du Trésor : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2018/10/02/publication-du-rapport-economique-social-et-financier-plf-pour-2019>

¹ Le forfait social est une contribution versée par l'employeur. Elle est prélevée sur les rémunérations ou gains non soumis aux cotisations et contributions sociales, mais assujettis à la contribution sociale généralisée (CSG). Source : service-public.fr.

² Réseaux d'éducation prioritaire.

Calendrier indicatif d'adjudication

		Court terme				Moyen terme	Long terme	Indexés
Novembre 2018	date d'adjudication	5	12	19	26	22	8	22
	date de règlement	7	14	21	28	26	12	26
Décembre 2018	date d'adjudication	3	10	17	24	6	6	6
	date de règlement	5	12	19	28	10	10	10

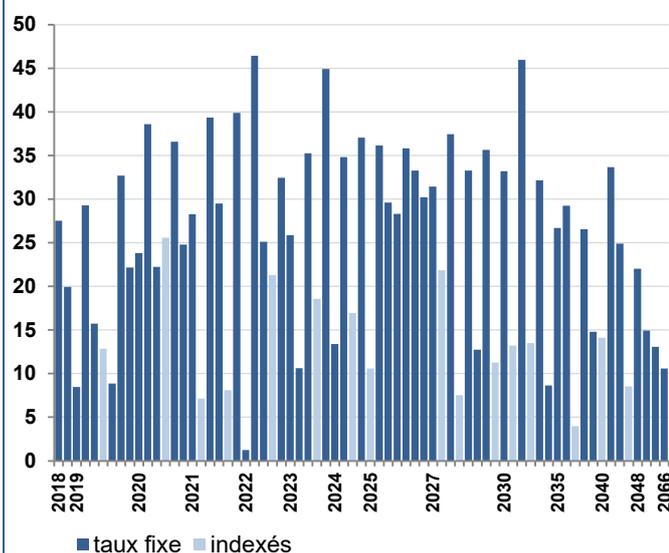
décalage le second et le quatrième jeudi du mois

adjudications optionnelles

Source : Agence France Trésor

Dette négociable à moyen et long terme de l'État au 30 septembre 2018

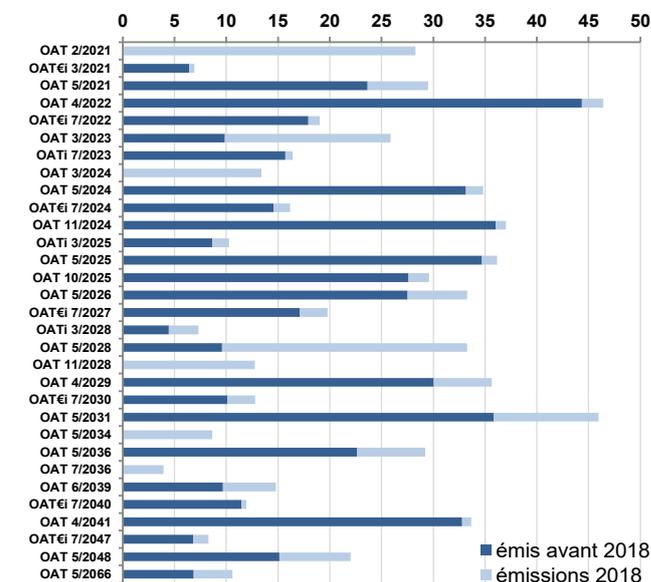
Encours actualisé par ligne, en milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

Moyen et long terme : émissions de l'année et cumul au 30 septembre 2018

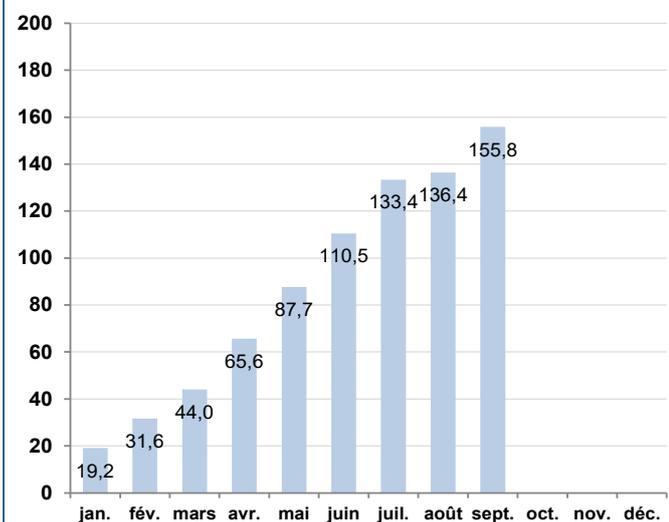
En milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

Émissions nettes des rachats au 30 septembre 2018

En milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

Moyen et long terme : échéancier prévisionnel au 30 septembre 2018

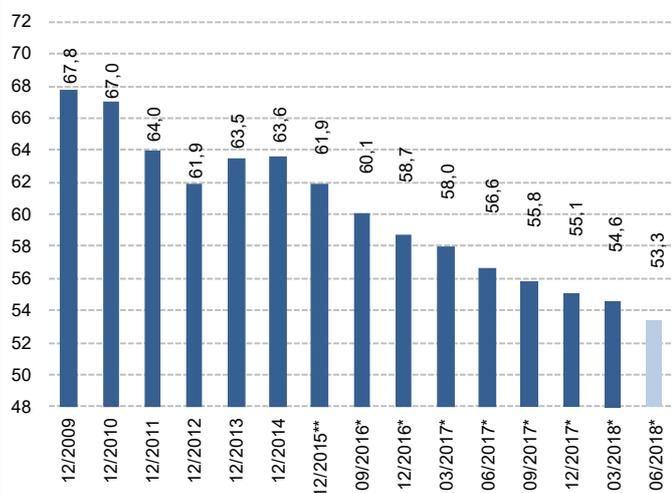
En milliards d'euros

Mois	Intérêts	Amortissements
oct-18	13,7	27,5
nov-18	1,5	19,9
déc-18		
janv-19		
févr-19		8,5
mars-19	0,0	
avr-19	13,6	29,3
mai-19	5,9	15,7
juin-19	0,3	
juil-19	3,0	13,0
août-19		
sept-19		

Source : Agence France Trésor

Détention par les non-résidents des titres de la dette négociable de l'État : 2^{ème} trimestre 2018

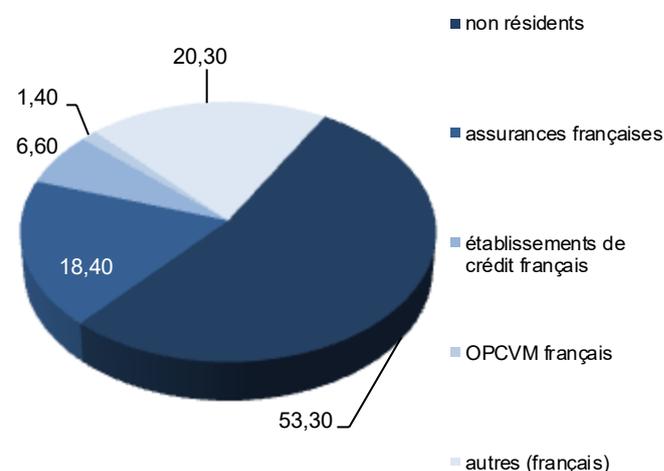
En % de la dette négociable exprimée en valeur de marché



* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles
** Chiffres révisés avec la position titres du dernier rapport annuel
Source : Banque de France

Détention des titres de la dette négociable de l'État par groupe de porteurs : 2^{ème} trimestre 2018

Structure en % exprimée en valeur de marché



Source : Banque de France

Dette négociable de l'État au 30 septembre 2018

En euros

Total Dette à Moyen et Long Terme	1 650 069 309 596
Encours démembré	62 759 034 700
Durée de vie moyenne	8 ans et 147 jours
Total Dette à Court Terme	121 564 000 000
Durée de vie moyenne	109 jours
ENCOURS TOTAL	1 771 633 309 596
Durée de vie moyenne	7 ans et 309 jours

Source : Agence France Trésor

Dette négociable de l'État depuis fin 2015 au 30 septembre 2018

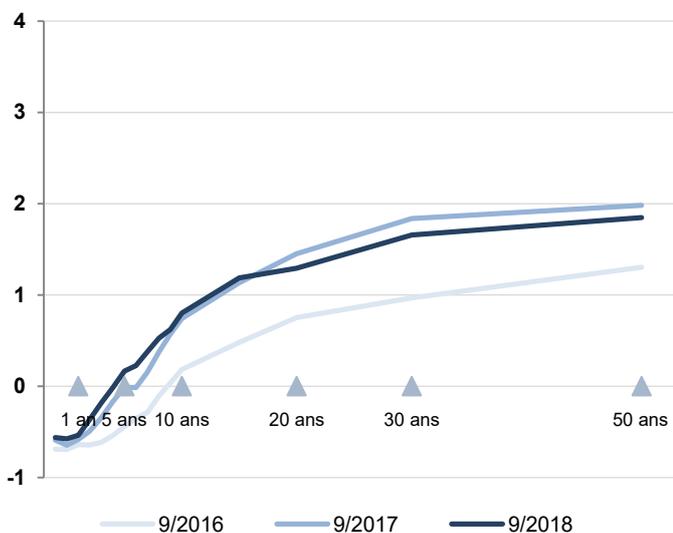
En milliards d'euros

	Fin 2015	Fin 2016	Fin 2017	Fin août 2018	Fin sept. 2018
Encours de la dette négociable	1 576	1 621	1 686	1 751	1 772
<i>dont titres indexés</i>	190	200	202	214	215
Moyen et Long Terme	1 424	1 487	1 560	1 631	1 650
Court Terme	153	134	126	120	122
Durée de vie moyenne de la dette négociable					
	7 ans	7 ans	7 ans	7 ans	7 ans
	47 jours	195 jours	296 jours	325 jours	309 jours

Source : Agence France Trésor

Courbe des taux sur titres d'État français

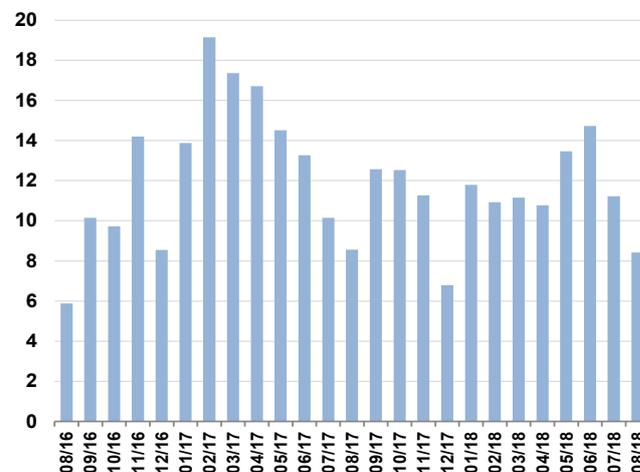
Valeur en fin de mois, en %



Source : Bloomberg

Volume moyen des transactions quotidiennes sur les titres à moyen et long terme

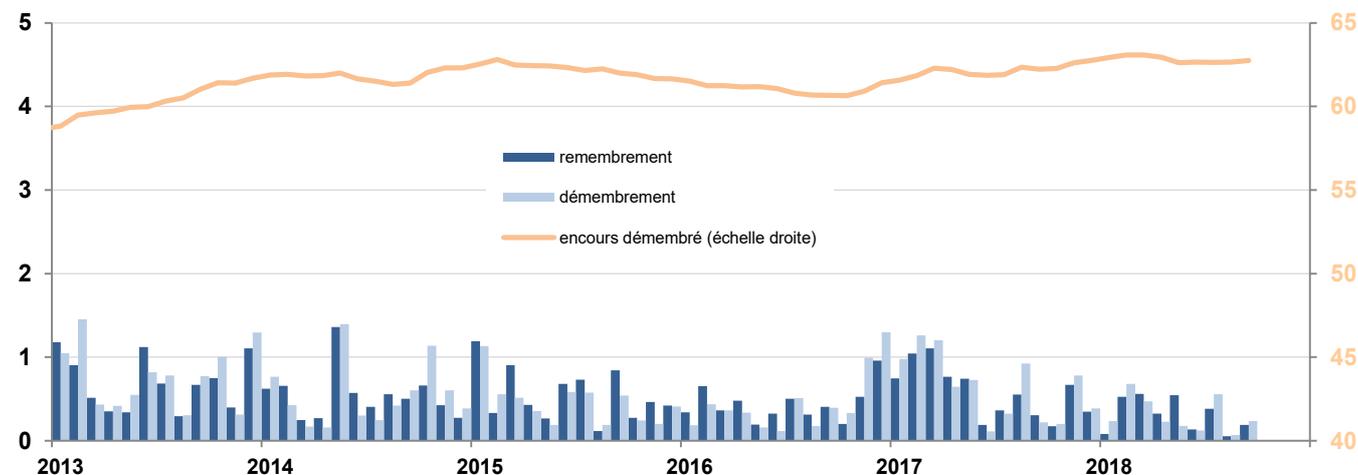
En milliards d'euros



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosystème

Montant des opérations de démembrement et de remembrement

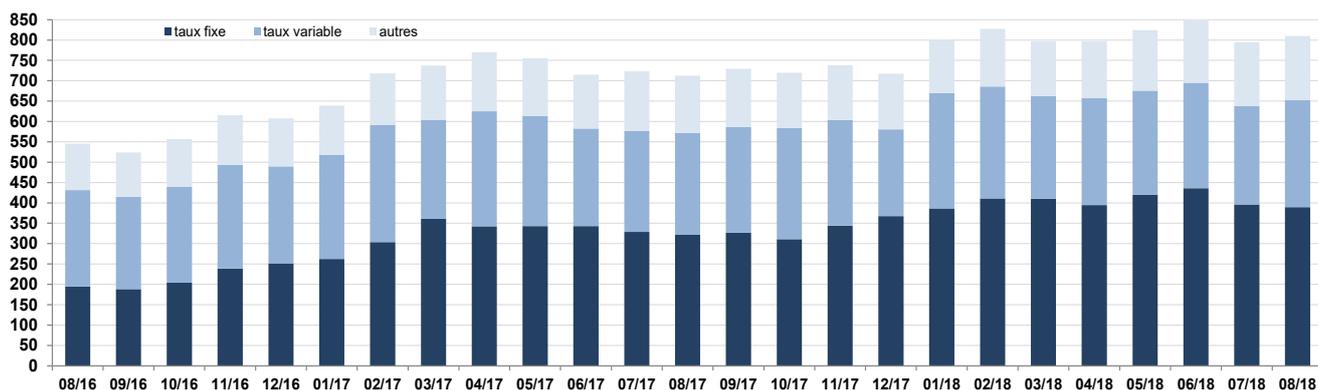
En milliards d'euros



Source : Euroclear

Encours des pensions des SVT en fin de mois

En milliards d'euros



Source : déclarations des SVT

Dettes à court terme au 30 septembre 2018

	Échéance	Encours (€)
BTF	3 octobre 2018	6 744 000 000
BTF	10 octobre 2018	4 734 000 000
BTF	17 octobre 2018	6 216 000 000
BTF	24 octobre 2018	5 685 000 000
BTF	31 octobre 2018	5 844 000 000
BTF	7 novembre 2018	4 847 000 000
BTF	14 novembre 2018	6 260 000 000
BTF	21 novembre 2018	4 010 000 000
BTF	28 novembre 2018	6 223 000 000
BTF	5 décembre 2018	2 175 000 000
BTF	12 décembre 2018	9 059 000 000
BTF	19 décembre 2018	4 150 000 000
BTF	4 janvier 2019	5 257 000 000
BTF	16 janvier 2019	5 380 000 000
BTF	30 janvier 2019	6 145 000 000
BTF	13 février 2019	4 559 000 000
BTF	27 février 2019	5 540 000 000
BTF	27 mars 2019	4 755 000 000
BTF	25 avril 2019	4 890 000 000
BTF	22 mai 2019	4 752 000 000
BTF	19 juin 2019	3 745 000 000
BTF	17 juillet 2019	4 369 000 000
BTF	14 août 2019	4 235 000 000
BTF	11 septembre 2019	1 990 000 000

Dettes à moyen et long terme (échéances 2018 - 2021) au 30 septembre 2018

Code	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)
	Échéance 2018	47 457 000 000			
FR0010670737	OAT 4,25 % 25 octobre 2018	27 527 000 000			0
FR0011523257	OAT 1,00 % 25 novembre 2018*	19 930 000 000			20 000 000
	Échéance 2019	130 079 336 859			
FR0013101466	OAT 0,00 % 25 février 2019*	8 480 000 000			0
FR0000189151	OAT 4,25 % 25 avril 2019	29 273 000 000			0
FR0011708080	OAT 1,00 % 25 mai 2019*	15 735 000 000			0
FR0010850032	OATi 1,30 % 25 juillet 2019	12 835 269 300 (1)	1,09797	11 690 000 000	0
FR0000570921	OAT 8,50 % 25 octobre 2019	8 844 392 893			5 369 585 100
FR0010776161	OAT 3,75 % 25 octobre 2019	32 695 000 000			0
FR0011993179	OAT 0,50 % 25 novembre 2019*	22 177 000 000			5 000 000
FR0000570954	OAT cap. 9,82 % 31 décembre 2019	39 674 666 (2)		6 692 154	-
	Échéance 2020	171 524 866 700			
FR0013232485	OAT 0,00 % 25 février 2020*	23 809 000 000			0
FR0010854182	OAT 3,50 % 25 avril 2020	38 571 000 000			0
FR0012557957	OAT 0,00 % 25 mai 2020*	22 219 000 000			0
FR0010050559	OAT€i 2,25 % 25 juillet 2020	25 581 866 700 (1)	1,25957	20 310 000 000	0
FR0010949651	OAT 2,50 % 25 octobre 2020	36 562 000 000			0
FR0012968337	OAT 0,25 % 25 novembre 2020*	24 782 000 000			0
	Échéance 2021	152 266 780 960			
FR0013311016	OAT 0,00 % 25 février 2021*	28 268 000 000			0
FR0013140035	OAT€i 0,10 % 1 mars 2021*	7 141 184 960 (1)	1,03256	6 916 000 000	0
FR0010192997	OAT 3,75 % 25 avril 2021	39 352 000 000			0
FR0013157096	OAT 0,00 % 25 mai 2021*	29 504 000 000			0
FR0011347046	OATi 0,10 % 25 juillet 2021	8 110 596 000 (1)	1,03982	7 800 000 000	0
FR0011059088	OAT 3,25 % 25 octobre 2021	39 891 000 000			0

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(2) y.c. intérêts capitalisés au 31/12/2017 ; non offerte à la souscription

* Les certificats des titres créés après le 1er janvier 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

Dette à moyen et long terme (échéances 2022 et plus) au 30 septembre 2018

Code	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)
	Échéance 2022	126 505 176 350			
FR0000571044	OAT 8,25 % 25 avril 2022	1 243 939 990			508 888 400
FR0011196856	OAT 3,00 % 25 avril 2022	46 422 000 000			0
FR0013219177	OAT 0,00 % 25 mai 2022*	25 105 000 000			0
FR0010899765	OAT€i 1,10 % 25 juillet 2022	21 289 236 360 (1)	1,11972	19 013 000 000	0
FR0011337880	OAT 2,25 % 25 octobre 2022	32 445 000 000			0
	Échéance 2023	135 176 907 103			
FR0013283686	OAT 0,00 % 25 mars 2023*	25 861 000 000			0
FR0000571085	OAT 8,50 % 25 avril 2023	10 606 195 903			5 370 565 200
FR0011486067	OAT 1,75 % 25 mai 2023*	35 237 000 000			0
FR0010585901	OATi 2,10 % 25 juillet 2023	18 554 711 200 (1)	1,13104	16 405 000 000	0
FR0010466938	OAT 4,25 % 25 octobre 2023	44 918 000 000			435 085 000
	Échéance 2024	102 176 231 190			
FR0013344751	OAT 0,00 % 25 mars 2024*	13 389 000 000			0
FR0011619436	OAT 2,25 % 25 mai 2024*	34 810 000 000			0
FR0011427848	OAT€i 0,25 % 25 juillet 2024*	16 952 231 190 (1)	1,04857	16 167 000 000	0
FR0011962398	OAT 1,75 % 25 novembre 2024*	37 025 000 000			51 000 000
	Échéance 2025	104 631 279 698			
FR0012558310	OATi 0,10 % 1 mars 2025*	10 574 351 580 (1)	1,03094	10 257 000 000	0
FR0012517027	OAT 0,50 % 25 mai 2025*	36 156 000 000			0
FR0000571150	OAT 6,00 % 25 octobre 2025	29 593 928 118			2 860 064 400
FR0012938116	OAT 1,00 % 25 novembre 2025*	28 307 000 000			0
	Échéance 2026	99 302 000 000			
FR0010916924	OAT 3,50 % 25 avril 2026	35 814 000 000			0
FR0013131877	OAT 0,50 % 25 mai 2026*	33 274 000 000			0
FR0013200813	OAT 0,25 % 25 novembre 2026*	30 214 000 000			0
	Échéance 2027	90 747 792 750			
FR0013250560	OAT 1,00 % 25 mai 2027*	31 451 000 000			0
FR0011008705	OAT€i 1,85 % 25 juillet 2027	21 842 792 750 (1)	1,10345	19 795 000 000	0
FR0011317783	OAT 2,75 % 25 octobre 2027	37 454 000 000			87 043 600
	Échéance 2028	53 588 417 064			
FR0013238268	OATi 0,10 % 1 mars 2028*	7 528 817 450 (1)	1,02923	7 315 000 000	0
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	26 599 614 (3)		46 232 603	-
FR0013286192	OAT 0,75 % 25 mai 2028*	33 272 000 000			0
FR0013341682	OAT 0,75 % 25 novembre 2028*	12 761 000 000			0
	Échéance 2029	46 906 685 732			
FR0000571218	OAT 5,50 % 25 avril 2029	35 644 880 458			2 987 146 100
FR0000186413	OATi 3,40 % 25 juillet 2029	11 261 805 274 (1)	1,28940	8 734 144 000	0
	Échéance 2030	46 436 578 000			
FR0011883966	OAT 2,50 % 25 mai 2030*	33 208 000 000			0
FR0011982776	OAT€i 0,70 % 25 juillet 2030*	13 228 578 000 (1)	1,03510	12 780 000 000	0
	Échéance 2031	45 948 000 000			
FR0012993103	OAT 1,50 % 25 mai 2031*	45 948 000 000			65 500 000
	Échéance 2032	45 671 005 450			
FR0000188799	OAT€i 3,15 % 25 juillet 2032	13 508 682 850 (1)	1,27621	10 585 000 000	0
FR0000187635	OAT 5,75 % 25 octobre 2032	32 162 322 600			11 303 157 400
	Échéance 2033 et plus	251 651 251 740			
FR0013313582	OAT 1,25 % 25 mai 2034*	8 634 000 000			0
FR0010070060	OAT 4,75 % 25 avril 2035	26 678 000 000			4 885 337 000
FR0013154044	OAT 1,25 % 25 mai 2036*	29 226 000 000			0
FR0013327491	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2036*	3 975 758 160 (1)	1,01526	3 916 000 000	0
FR0010371401	OAT 4,00 % 25 octobre 2038	26 534 000 000			4 778 931 400
FR0013234333	OAT 1,75 % 25 juin 2039*	14 793 000 000			0
FR0010447367	OAT€i 1,80 % 25 juillet 2040	14 123 384 990 (1)	1,18217	11 947 000 000	0
FR0010773192	OAT 4,50 % 25 avril 2041	33 670 000 000			6 892 799 000
FR0011461037	OAT 3,25 % 25 mai 2045*	24 908 000 000			1 179 710 000
FR0013209871	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2047*	8 529 108 590 (1)	1,03021	8 279 000 000	0
FR0013257524	OAT 2,00 % 25 mai 2048*	22 018 000 000			611 100 000
FR0010171975	OAT 4,00 % 25 avril 2055	14 926 000 000			7 680 218 000
FR0010870956	OAT 4,00 % 25 avril 2060	13 055 000 000			7 167 804 100
FR0013154028	OAT 1,75 % 25 mai 2066*	10 581 000 000			500 100 000

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(3) valeur actualisée au 28/03/2018 ; non offerte à la souscription

* Les certificats des titres créés après le 1er janvier 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

Derniers indicateurs conjoncturels

Derniers indicateurs conjoncturels

Production industrielle, glissement annuel	1,6 %	08/2018
Consommation des ménages*, glissement annuel	-0,8 %	09/2018
Taux de chômage (BIT)	9,1 %	T2-2018
Prix à la consommation, glissement annuel		
ensemble	2,2 %	09/2018
ensemble hors tabac	1,9 %	09/2018
Solde commercial, fab-fab, cvs	-5,6 Md€	08/2018
" "	-3,4 Md€	07/2018
Solde des transactions courantes, cvs	-1,6 Md€	08/2018
" "	0,3 Md€	07/2018
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	0,74 %	29/10/2018
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	-0,32 %	29/10/2018
Euro / dollar	1,14	29/10/2018
Euro / yen	127,92	29/10/2018

* produits manufacturés

Sources : Insee, Minefi, Banque de France

Situation mensuelle du budget de l'État

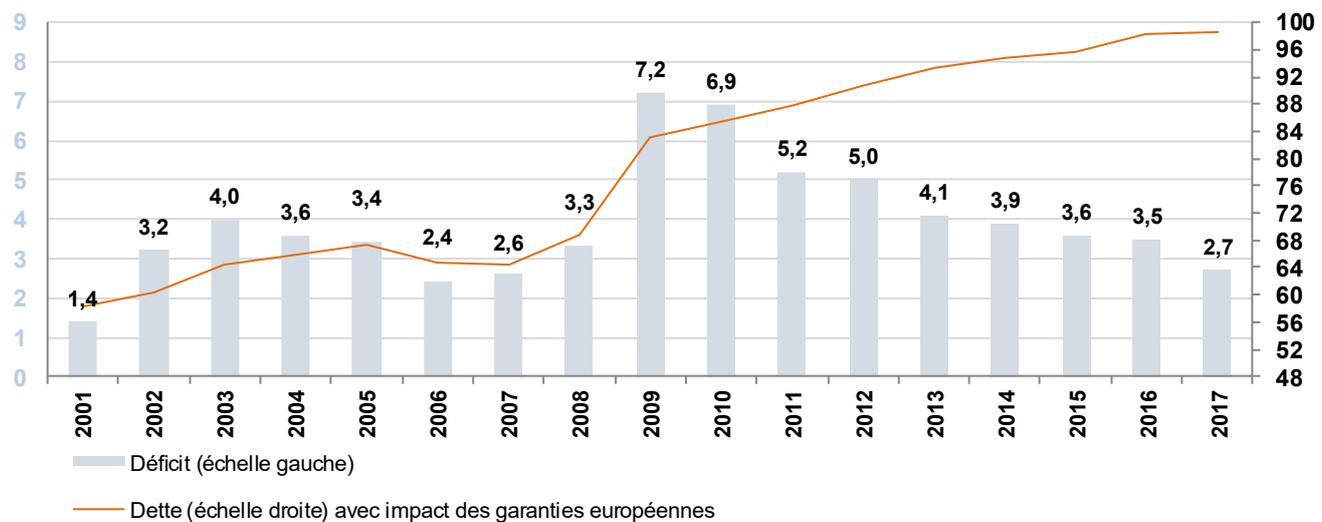
En milliards d'euros

			niveau à la fin août		
	2016	2017	2016	2017	2018
Solde du budget général	-75,85	-73,35	-59,84	-60,89	-65,99
Recettes	303,97	313,59	192,66	201,50	197,70
Dépenses	379,82	386,94	252,50	262,39	263,69
Solde des comptes spéciaux du Trésor	6,80	5,53	-36,21	-32,11	-31,31
Solde général d'exécution	-69,05	-67,67	-96,05	-93,00	-97,30

Source : Minefi

Finances publiques : déficit et dette

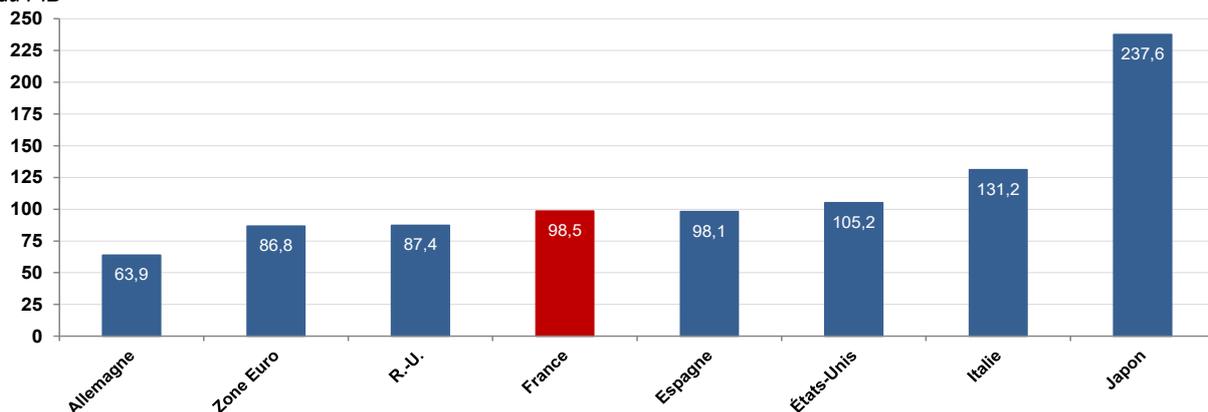
En % du PIB



Sources : Insee

Dette des administrations publiques en 2017

En % du PIB



Sources : Eurostat, FMI, Insee

Calendriers des indicateurs économiques français

Novembre 2018		Décembre 2018	
8	Investissements dans l'industrie : enquête d'octobre	7	Commerce extérieur en valeur en octobre
8	Commerce extérieur en valeur en septembre	7	Balance des paiements en octobre
8	Balance des paiements en septembre	11	Emploi salarié T3 2018
9	Production industrielle : indice de septembre	14	Réserves nettes de change en novembre
13	Estimation flash de l'emploi salarié : T3 2018	17	Inflation (IPCH) : indice de novembre
14	Prix à la consommation : indice d'octobre	21	Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques - 3ème trimestre 2018
15	Réserves nettes de change en octobre	21	Comptes nationaux trimestriels : résultats détaillés T3 2018
16	Inflation (IPCH) : indice d'octobre		
20	Demandeurs d'emploi T3 2018 (BIT)		
22	Conjoncture dans l'industrie : enquête mensuelle de novembre		
27	Conjoncture auprès des ménages : enquête de novembre		
28	Construction de logements en octobre		
29	Consommation des ménages en biens en octobre		
29	Comptes nationaux trimestriels : deuxième estimation T3 2018		
30	Prix à la production et à l'importation dans l'industrie : indices d'octobre		

Sources : Insee, Eurostat

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite.

En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits.

La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par e-mail, à l'adresse suivante : « contact@aft.gouv.fr ».

Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole du copyright « ©Agence France Trésor ».